Centre d'actualités de l'ONU
Mises à jour et alertes email sur le Centre d'actualités:
www.un.org/french/news

ONU: l'édition du jour

Numéro PPQ/ **mardi 6 décembre 2016**

Les grands titres:

- Libye : l'envoyé de l'ONU réclame la pleine mise en oeuvre de l'accord politique conclu il y a un an
- Haïti : la FAO distribue des semences pour aider les agriculteurs en vue de la récolte hivernale
- L'ONU dénonce un projet de loi israélien sur la légalisation de colonies et d'avant-postes en Cisjordanie
- Travail domestique : l'OIT préconise de combiner incitations et respect des normes pour réduire l'informalité
- Asie-Pacifique : la FAO met en garde contre le ralentissement des progrès dans la lutte contre la faim
- Un forum de l'ONU discute des efforts pour promouvoir un Internet ouvert, fiable et inclusif

Libye : l'envoyé de l'ONU réclame la pleine mise en oeuvre de l'accord politique conclu il y a un an

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Martin Kobler, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Amanda Voisard

6 décembre - Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Martin Kobler, a regretté mardi l'impasse dans laquelle se trouve la mise en œuvre de l'Accord politique libyen, conclu en décembre 2015, et a rappelé que cet accord demeurait le seul cadre viable pour le pays.

« La seule alternative à cet accord est le chaos », a affirmé M. Kobler lors d'un exposé devant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

M. Kobler, qui est le chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), a toutefois insisté sur les progrès enregistrés dans le pays, notamment la multiplication par trois de la production de pétrole depuis le mois d'août dernier. Il s'est félicité de la légitimité internationale dont bénéficient le Conseil de la présidence et l'Accord politique libyen.

Le Représentant spécial a souligné les progrès décisifs enregistrés dans la lutte contre le groupe terroriste Daech, qui ne contrôle plus que quelques poches à Syrte. « Bien que Daech continue de poser une menace, les jours où il contrôlait des territoires en Libye sont terminés », a assuré M. Kobler, avant d'ajouter que l'Armée nationale libyenne continuait son avancée à Benghazi.

Tout en jugeant ces développements encourageants, M. Kobler a attiré l'attention sur les graves défis qui subsistent en Libye. « Les institutions de l'Accord politique libyen n'ont pas, et de loin, répondu aux attentes », a-t-il reconnu. Il a ainsi évoqué le rejet par la Chambre des représentants de la formation d'un nouveau gouvernement d'entente nationale et le manque de coopération entre les différentes institutions libyennes. « Le gouvernement intérimaire basé à Beïda continue d'exercer son autorité en parallèle », a-t-il dit.

M. Kobler a déclaré que la situation sécuritaire fragmentée permettait aux réseaux criminels et terroristes de prospérer. Ces derniers jours, Tripoli a été le théâtre des plus violents affrontements depuis 2014, en raison de la rivalité entre les

différents groupes armés, a-t-il déclaré. À ce stade, le Représentant spécial a souhaité que l'embargo sur les armes reste en place, « jusqu'à ce que la Libye soit dotée d'un appareil sécuritaire cohérent et fiable ».

Il a proposé plusieurs pistes pour que le pays aille de l'avant, en reconnaissant que « l'erreur a été d'abandonner la Libye à elle-même après 2011 ». « Nous devons travailler ensemble pour régler définitivement les questions sous-jacentes », a-t-il déclaré.

Le Représentant spécial a tout d'abord appelé la Chambre des représentants à approuver le gouvernement d'entente nationale tel que présenté par le Conseil de la présidence. Lorsque ce sera fait, la Chambre des représentants et le Conseil d'État pourront s'approprier l'Accord politique libyen, a-t-il estimé. Il a précisé que les questions en suspens, y compris celle relative au commandement de l'Armée nationale libyenne, pourront être réglées dans le cadre de l'Accord politique.

M. Kobler a ensuite appuyé la création d'une garde présidentielle pour protéger les institutions de l'État et les ambassades. Le Conseil de la présidence et le gouvernement d'entente nationale ne doivent pas être protégés par les groupes armés, a-t-il estimé, en précisant que cette garde pourrait bénéficier d'exemptions au titre de l'embargo sur les armes.

Enfin, le Représentant spécial a souligné l'importance d'un retour échelonné de la MANUL à Tripoli, une fois que les questions de sécurité auront été réglées de manière adéquate. « Nous serons beaucoup plus efficaces là-bas qu'à Tunis », a-t-il reconnu. C'est pourquoi, il a invité la communauté internationale à renoncer à son exil et à être présente sur le terrain pour œuvrer au mieux au retour de la stabilité dans le pays.

Haïti : la FAO distribue des semences pour aider les agriculteurs en vue de la récolte hivernale

En octobre 2016, près de Leoganne, en Haïti, un homme dégage des arbres qui sont tombés avec le passage de l'ouragan Matthew. Photo ONU/MINUSTAH/Logan Abassi

6 décembre - Avec très peu de temps pour sécuriser une récolte hivernale fragilisée par le passage de l'ouragan Matthew en Haïti, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué mardi avoir commencé des distributions de semences et d'outils afin d'aider les familles affectées par la catastrophe à produire de la nourriture et à rétablir leurs moyens d'existence, face à la plus importante crise humanitaire que le pays ait jamais connu depuis le tremblement de terre de 2010.

L'ouragan Matthew s'est abattu sur Haïti en octobre dernier lors de la deuxième plus importante période de récolte de l'année, causant des pertes estimées à 580 millions de dollars dans le secteur agricole et portant un sérieux coup à la sécurité alimentaire nationale, a souligné la FAO dans un communiqué de presse.

L'agriculture familiale, une source alimentaire de premier ordre pour la plupart des Haïtiens, a été particulièrement affectée après le passage de l'ouragan, qui a détruit 90% des récoltes du pays.

La dernière évaluation sur la sécurité alimentaire, menée juste après l'ouragan, a montré que près de 1,4 million de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire. Parmi eux, plus de 800.000 ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence et près de 600.000 autres dépendent exclusivement de l'agriculture pour leurs moyens d'existence.

Dans les zones les plus lourdement touchées, dont Grand'Anse, certaines régions de Nippes et des départements du sud, plus de 75% de la population peine à faire face

aux impacts de l'ouragan car les moyens d'existence, basés sur l'agriculture, l'élevage et la pêche, ont été presque complètement anéantis.

La prochaine campagne de semis compromise

« L'ouragan Matthew n'a pas seulement détruit la dernière récolte, il a également compromis la prochaine campagne de semis et la capacité du pays à se nourrir par lui-même. C'est pourquoi, il est très important d'agir maintenant et de manière énergique », a déclaré le Représentant de la FAO en Haïti, Nathanael Hishamunda. « Ces communautés ont besoin d'une aide d'urgence pour les empêcher d'adopter des stratégies de survie qui les entraîneront dans des cercles vicieux de dépendance, dont celui de manger des semences destinées à la production de nourriture pour les futures récoltes », a-t-il ajouté.

Afin de satisfaire les besoins alimentaires immédiats et ceux à long-terme, la FAO collabore avec le Programme alimentaire mondial (PAM), qui apporte une aide alimentaire aux familles également bénéficiaires des semences de la FAO, des semences qui leur serviront notamment à planter. Il s'agit de garantir aux familles d'exploitants agricoles l'utilisation de ces semences pour cultiver des légumes, et ainsi de retrouver leurs moyens d'existence pour nourrir leurs communautés dans les mois à venir.

La semaine dernière, en présence de Pierre Guito Laurore, Ministre haïtien de l'agriculture, la FAO a commencé à distribuer des fournitures d'urgence à près de 22.500 personnes à Marfranc, l'une des régions les plus durement touchées du département de Grand'Anse. Ces communautés ont reçu 15 tonnes de semences, qui produiront environ 75 tonnes de haricots verts et 90 tonnes de haricots de Lima pour les familles affectées par l'ouragan.

Ces cultures à cycle court sont idéales en situations d'urgence car elles produisent de la nourriture rapidement. Dans le cadre des efforts visant à relancer la production de patates douces, les communautés d'agriculteurs recevront plus de 2,2 millions de boutures de patates douces qui seront plantées lors de la saison des cultures hivernale.

Il manque 5,6 millions de dollars

En tout, l'intervention d'urgence de la FAO pour la principale campagne agricole d'hiver et pour les cultures horticoles de cycle court aura, d'ici la mi-décembre, atteint 25.050 ménages, soit 125.250 personnes, dans les départements les plus affectés d'Haïti. Parmi eux figurent 5.400 ménages à Grand'Anse, 15.150 dans le sud, 2000 dans le nord-ouest, 1.500 dans l'Artibonite et 1.000 autres à travers le sud-est et l'ouest. La FAO fournit également une assistance immédiate à 1.500 familles de pêcheurs et à 2.000 familles d'éleveurs.

Alors que la FAO a besoin de 9 millions de dollars pour fournir une assistance immédiate à près de 300.000 personnes affectées par l'ouragan, il manque toujours 5,6 millions de dollars afin d'apporter une aide immédiate au niveau des cultures, du bétail et des pêches.

En vue de soutenir le rétablissement sur le long terme des communautés agricoles haïtiennes et de renforcer leur résilience, la FAO a développé un plan d'intervention sur 12 mois qui cible 600.000 personnes en situation de grave insécurité alimentaire. Alors que 30 millions de dollars sont nécessaires pour la réalisation de ce plan, seulement 1,5 million ont été reçus jusqu'à présent.

L'ONU dénonce un projet de loi israélien sur la légalisation de colonies et d'avant-postes en Cisjordanie

Halamish, une colonie israélienne, au nord de la Cisjordanie, près du village palestinien de Nabih Saleh. Photo UNICEF/Mouhssine Ennaimi

6 décembre - Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, a dénoncé mardi le projet de loi israélien dit 'Loi de légalisation' qui a pour objectif de protéger les colonies illégales et les avant-postes construits sur des propriétés privées palestiniennes en Cisjordanie.

« Certains ont déclaré qu'il s'agissait d'un pas vers l'annexion de la Cisjordanie », a souligné M. Mladenov dans un communiqué de presse.

Selon la presse, le Parlement israélien s'est prononcé lundi lors d'un vote préliminaire en faveur de ce projet de loi qui permettrait de légaliser 4.000 logements de colons construits en Cisjordanie occupée sur des terres privées palestiniennes. Pour avoir force de loi, ce projet, soutenu par le gouvernement, doit encore faire l'objet de trois lectures au Parlement.

Selon M. Mladenov, si ce projet de loi est adopté, il aura « des conséquences juridiques d'une portée considérable pour Israël, à travers la Cisjordanie occupée, et diminuera grandement la perspective d'une paix arabo-israélienne ».

« J'encourage les législateurs israéliens à reconsidérer cette initiative », a ajouté M. Mladenov. « Je répète que toutes les activités de colonisation sont illégales en vertu du droit international et vont à l'encontre de la position du Quatuor pour le Moyen-Orient selon laquelle les colonies constituent l'un des principaux obstacles à la paix ».

Le Quatuor pour le Moyen-Orient comprend les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et les Nations Unies. Il joue un rôle de médiateur dans le processus de paix israélo-palestinien.

Travail domestique : l'OIT préconise de combiner incitations et respect des normes pour réduire l'informalité

Une jeune fille au Népal travaillant comme domestique. OIT/J. Maillard

6 décembre - En dépit des efforts déjà déployés, le travail domestique demeure l'un des secteurs où règne le plus haut niveau d'emploi informel, selon une nouvelle étude de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui préconise de combiner incitations et respect des normes pour réduire cette informalité.

On estime qu'environ 50 millions sur 67 millions de travailleurs domestiques dans le monde âgés de 15 ans et plus exercent leur activité dans le secteur informel.

« La forte proportion de travail informel qui perdure chez les travailleurs domestiques résulte de trois principaux facteurs », explique Claire Hobden, spécialiste du travail domestique à l'OIT. « La relation d'emploi a pour cadre la sphère privée – le foyer. Elle peut être floue ou déformée par les normes sociales. Les ménages et les travailleurs ignorent souvent leurs droits et responsabilités respectifs et considèrent que les arrangements formels sont coûteux et compliqués. Le faible niveau de participation et de représentation dans le secteur signifie aussi que les ménages et leurs employés n'ont parfois pas les moyens de peser sur les politiques.»

L'étude intitulée 'Formaliser le travail domestique' (Formalizing Domestic Work) indique aussi que le travail domestique devrait continuer à se développer, même s'il est difficile de donner des chiffres exacts.

« De nombreux pays sont au début d'une crise des soins. En raison du vieillissement

de la population et de la hausse du taux d'activité des femmes, les familles se tournent de plus en plus vers des travailleurs domestiques pour s'occuper de leurs maisons, de leurs enfants et de leurs parents vieillissants. Les politiques de formalisation peuvent contribuer à la création d'un nombre suffisant d'emplois décents dans le secteur, ainsi qu'à la formation de la main-d'œuvre pour dispenser des services de qualité. Sans ces politiques, il est fort probable que l'informalité persiste dans le travail domestique», poursuit Claire Hobden.

Cherchant comment réduire le niveau d'informalité dans le travail domestique, l'étude détaille les pratiques et les approches politiques des différents pays à travers le monde qui ont soit amélioré soit détérioré la situation.

S'appuyant sur des expériences nationales du monde entier, les auteurs préconisent différentes mesures qui peuvent être adoptées par les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs afin de réduire les hauts niveaux d'informalité parmi les travailleurs domestiques :

- Encourager les ménages à opter pour des contrats de travail formels en simplifiant les procédures d'enregistrement, en mettant à la disposition du public des contrats standards et des modèles de fiches de paie.

- Promouvoir la formalisation en abaissant le coût des services domestiques pour les ménages, notamment grâce à des incitations fiscales et des investissements publics.

- Etendre la sécurité sociale aux travailleurs domestiques qui en étaient auparavant exclus.

- Promouvoir la professionnalisation du travail domestique grâce à la formation professionnelle et à une échelle des salaires correspondant au niveau de qualification et d'expérience.

- Elaborer des campagnes de conformité au droit qui intègrent la sensibilisation des travailleurs et des employeurs à leurs droits et responsabilités.

- Favoriser la participation et la représentation des travailleurs domestiques et de leurs employeurs, en vue de conclure des accords de dialogue social et de négociation collective.

- Avec le système des chèques-services, ouvrir une voie prometteuse pour combiner les diverses approches de la formalisation.

« L'adoption de mesures destinées à promouvoir l'emploi formel pour les travailleurs domestiques pourrait grandement contribuer à la réalisation de l'Objectif de développement durable n° 8 des Nations Unies relatif à la promotion d'une croissance économique durable et partagée, du plein emploi productif et d'un travail décent pour tous. Ce qui signifie qu'aucun travailleur ne devrait être laissé de côté. La formalisation du travail domestique est par conséquent un moyen indispensable pour atteindre cet objectif», conclut Philippe Marcadent, chef du service INWORK de l'OIT qui a produit ce rapport.

Asie-Pacifique : la FAO met en garde contre le ralentissement des progrès dans la lutte contre la faim

Une famille profite d'un repas grâce à l'assistance humanitaire au Myanmar (archives). Photo PAM/UE/Chris Terry

6 décembre - Les progrès dans la lutte contre la faim en Asie-Pacifique, la région la plus peuplée du monde, ont ralenti et les pays de cette région doivent redoubler d'efforts s'ils veulent atteindre l'objectif de développement durable 'faim zéro' d'ici 2030, a averti l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un rapport publié mardi.

La région Asie-Pacifique abrite plus de 60% des quelque 800 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde. Depuis 1990, la région dans son ensemble a réussi à réduire de moitié la faim - un objectif clé des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Mais la plupart de ces gains ont été faits dans la première partie de ce quart de siècle. Actuellement, 12% de la population de la région reste sous-alimentée, soit environ 490 millions de personnes, la plupart d'entre elles en Asie du Sud.

Le rapport de la FAO signale que les progrès réalisés en matière de réduction de la faim et d'amélioration de la nutrition ont ralenti ces dernières années et que de nombreux pays doivent accélérer leurs efforts pour atteindre l'objectif 'faim zéro' d'ici 2030. Le rapport révèle que, dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique, près d'un enfant sur trois souffre de retard de croissance.

« Pour certains, l'année 2030 peut sembler lointaine, mais ce n'est que dans 14 ans et nous avons encore près d'un demi-million de personnes souffrant de la faim dans cette région », a déclaré la Représentante régionale de la FAO, Kundhavi Kadiresan, lors de la présentation du rapport à Bangkok, en Thaïlande.

Le rapport de la FAO indique que l'objectif 'faim zéro' peut être atteint, à condition qu'un certain nombre d'étapes soient suivies, en particulier en augmentant les investissements dans des méthodes de production plus efficaces et dans la recherche agricole.

« La plupart des pays de cette région consacrent trop peu à la recherche agricole », a déclaré Mme Kadiresan, ajoutant que la FAO était prête à fournir l'expertise technique nécessaire pour aider les pays membres à atteindre l'objectif 'faim zéro' et s'assurer que tout le monde est bien nourri en Asie-Pacifique d'ici 2030.

Le rapport examine également d'autres aspects de la malnutrition, tels que l'augmentation de l'obésité et la 'faim cachée' due à la carence en micronutriments. Bien que les chiffres diffèrent d'un pays à l'autre, le taux régional d'obésité a augmenté de plus de 4% par an.

Le rapport de la FAO propose également une analyse d'autres problèmes dans la région, tels que la diversification alimentaire et les implications pour les systèmes de production alimentaire, la sécurité alimentaire et les politiques. Au fur et à mesure que les pays et leurs habitants deviennent plus riches, les régimes alimentaires changent. Ce changement se produit rapidement en Asie, où la consommation de riz par habitant a diminué et la consommation de produits de l'élevage, de poissons, de fruits et de légumes a augmenté rapidement.

« L'exemple le plus frappant se trouve dans les produits laitiers dans la région », a déclaré Mme Kadiresan. « Bien que la consommation accrue de lait et de produits laitiers soit une excellente promesse d'amélioration de la nutrition, les décideurs doivent veiller à ce que les petits producteurs laitiers de la région - le plus grand segment des producteurs laitiers - puissent avoir un accès équitable au marché ».

Un forum de l'ONU discute des efforts pour promouvoir un

Internet ouvert, fiable et inclusif

Des personnes utilisant des ordinateurs dans un café Internet à Kampala, en Ouganda. Photo Arne Hoel/Banque mondiale

6 décembre - Le 11ème Forum annuel sur la gouvernance de l'Internet, qui s'est ouvert mardi à Guadalajara, au Mexique, doit discuter de la nécessité d'intensifier les efforts pour promouvoir un Internet ouvert, fiable, accessible et inclusif, qui offre des opportunités à tout le monde.

« Aujourd'hui, l'Internet a un impact sur presque tous les aspects de la vie. Il a indéniablement suscité innovation et esprit d'entreprise, créé de nouvelles formes d'engagement du public et de l'activité économique », a déclaré le Sous-Secrétaire général des Nations Unies pour le développement économique, Lenni Montiel. « Cela aide les gens à se connecter, à s'organiser et à agir dans un but commun ».

L'élargissement de l'accès à l'Internet est considéré comme faisant partie intégrante de la mise en œuvre réussie du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le programme fixe un objectif ambitieux visant à « accroître considérablement l'accès aux technologies de l'information et des communications et à s'efforcer de fournir un accès universel et abordable à l'Internet dans les pays les moins avancés d'ici 2020 ». Le Programme a également établi une nouvelle norme universelle pour le développement qui vise à s'assurer que personne n'est laissé de côté.

Le forum de Guadalajara, qui se déroule jusqu'au 9 décembre, réunit des milliers de délégués venus du monde entier pour discuter des défis de l'ère numérique. Il a pour thème 'Favoriser une croissance inclusive et durable' et doit examiner comment l'Internet peut favoriser le développement de façon durable et inclusive, offrant des opportunités pour tous.

On prévoit qu'à la fin de 2016, près de 4 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale, n'auront pas utilisé l'Internet. En outre, deux ménages sur trois dans les pays en développement n'ont pas accès à l'Internet. Moins de 10% des personnes des pays les moins avancés ont accès à l'Internet contre plus de 80% dans les pays développés.

Selon l'ONU, il est clairement urgent d'intensifier les efforts mondiaux pour combler le fossé numérique.

Chaque année, les Nations Unies organisent la réunion annuelle du Forum sur la gouvernance de l'Internet, par l'intermédiaire du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (DESA), afin de discuter des questions liées à la gouvernance de l'Internet ainsi que des possibilités et des défis qui y sont associés.